

## Document

### Le retour de Jean-Bertrand Aristide

(<http://www.voltairenet.org/fr> - par Claude Ribbe)

#### **Le 18 mars 2011**

Jean-Bertrand Aristide fut élu par deux fois président constitutionnel d'Haïti (1991-96 et 2000-05). Cependant, il fut renversé par deux fois et fut donc empêché d'exercer pleinement ses deux mandats. Enlevé en 2004 par les Forces spéciales US, il avait finalement trouvé asile en Afrique du Sud. Il rentre aujourd'hui dans sa patrie. Claude Ribbe, qui l'accompagne, témoigne de ce moment historique.

(En route de Johannesburg à Port-au-Prince) Plus de sept ans après avoir été enlevé en pleine nuit par un commando des forces spéciales de l'Amérique de George Bush, aux ordres de Luis Moreno, chef de la CIA à Port-au-Prince, Jean-Bertrand Aristide, premier président démocratiquement élu de l'histoire d'Haïti, rentre enfin au pays [1]. Il est pour le moins paradoxal de constater que les États-Unis d'Obama, par deux fois, ont adressé ces derniers jours des messages enjoignant à l'ancien président de différer son retour jusqu'au lendemain du second tour de l'élection présidentielle haïtienne, prévu dimanche 20 mars 2011. La diplomatie française — dirigée par le maire de Bordeaux, une ville qui a pesé lourd dans l'histoire d'Haïti — bien que très certainement invitée à relayer ces rodomontades, s'est contentée d'utiliser des termes beaucoup plus mesurés en rappelant que « *rien ne doit détourner de la nécessaire mobilisation pour mener à bien le processus électoral en cours* ».

C'est en tout cas porter beaucoup d'intérêt à un homme dont j'entends dire depuis sept ans qu'il ne compte plus. Si l'on peut espérer que la démocratie l'emporte en Haïti, en quoi les États-Unis auraient-ils plus le droit d'interférer dans les affaires haïtiennes que les Haïtiens dans les affaires états-uniennes ? Ces menaces du porte parole du département d'État sont en tout cas bien inutiles. Elles obligent par ailleurs les USA à veiller sur la sécurité d'Aristide car, s'il lui arrivait malheur — pendant son vol de retour ou après son arrivée à Port-au-Prince — il serait certainement difficile de ne pas évoquer les basses œuvres de Washington.

Ces mises en garde risquent par ailleurs de produire l'effet inverse de ce qui était attendu. En bravant le diktat états-unien, non seulement Jean-Bertrand Aristide adopte d'emblée la posture d'homme d'État qui était la sienne au moment de son enlèvement, mais il devient un modèle d'indépendance, de courage et de dignité, pour tous les pays du Sud. C'est vrai, Aristide n'a qu'à lever son chapeau et Port-au-Prince descendra dans la rue pour se mettre derrière lui, ce qui vaut bien une élection truquée. Et Washington peut le craindre. Cependant, le retour de l'ex-président n'est pas destiné, d'après ce que j'ai retenu de nos conversations, régulières pendant ces sept dernières années, à lui permettre de terminer un mandat, interrompu par la seule volonté des anciens pays colonisateurs, même si on peut se demander si ce ne serait pas légitime. Aristide a déjà indiqué qu'il rentrerait pour se consacrer à l'éducation, comme il l'avait d'ailleurs entrepris depuis longtemps. Il est très certainement sincère. L'élection présidentielle, telle qu'elle se présente, n'a pour lui aucun intérêt. Elle n'intéresse d'ailleurs pas davantage les Haïtiens. Un rôle durable d'arbitre à l'autorité morale incontestée garanti à Aristide autant d'influence que s'il exerçait un éphémère mandat, harcelé par les anciens pays négriers. Cependant, combien de temps pense-t-on pouvoir empêcher les Haïtiens de choisir qui bon leur semble pour les gouverner ?

Le 20 mars 2011, un scrutin présenté comme démocratique doit en effet désigner le prochain président de la République d'Haïti. Ce président ne vaudra que ce que vaut l'élection. Sa légitimité est déjà en ruines, à mon avis, à l'image du palais présidentiel, qui n'a pas résisté au dernier tremblement de terre. Ce scrutin résulte en effet d'obscures tractations menées par un conseil électoral « provisoire » en place depuis sept ans sous la surveillance des anciens pays colonisateurs qui croient pouvoir agir à Port-au-Prince comme en pays conquis, à l'instar de ce qu'ils ont l'habitude de faire dans certains pays africains. Au premier tour, le CEP a purement et simplement interdit à plusieurs partis haïtiens, dont bien entendu celui de Jean-Bertrand Aristide, de participer au scrutin, sélectionnant ainsi les heureux élus admis à concourir. Comment peut-on imaginer un seul instant, dans ces conditions, que l'élection à la présidence d'Haïti, quel qu'en soit le résultat, et quel que soit le mérite personnel du vainqueur, puisse être respectée et respectable ?

Quant à l'Afrique du Sud, elle semble avoir fait fi des pressions subies depuis ces derniers jours de la part de Washington, puisqu'elle a mis à la disposition de l'exilé, qu'elle héberge et protège depuis sept ans, un avion privé lui permettant de rentrer, lui sa famille, et autorisé quelques amis proches, au nombre desquels j'ai l'honneur de figurer, de même que Danny Glover, à l'accompagner. Ce retour est l'œuvre de toutes celles et de tous ceux qui, malgré les menaces, les insultes et les persécutions, ont milité, pendant sept ans, non seulement pour que justice soit rendue à un homme qu'on a forcé à l'exil et tenté d'assassiner, et pas seulement par la calomnie, mais aussi pour que les choix politiques des Haïtiens soient respectés. On ne peut que féliciter René Préval, quelles que soient ses raisons, d'avoir tenu sa parole, même en fin de mandat, en permettant à son ancien allié de rentrer au pays.

S'il ne fait guère de doute que les Haïtiens se réjouissent du retour de « Titide », sa réapparition ne plaît pas à tout le monde. Une certaine presse qui, au moment du coup d'État, a relayé toutes les accusations montées dans les officines macoutes ou états-uniennes, devrait se faire plus discrète, car le moment est venu, certainement, de les montrer, ces preuves qu'on attend depuis sept ans, pour étayer ces accusations. Il est frappant de lire dans les dépêches non plus qu'Aristide aurait démissionné en 2004, ce qui est faux, mais qu'il a été chassé par un coup d'État et une insurrection armée, ce qui est presque vrai. Les journalistes oublient de dire que l'insurrection armée n'était que le fait d'une poignée de mercenaires et que le coup d'État a été perpétré par les anciens pays colonisateurs et accompagné d'un enlèvement. Cet enlèvement, principalement organisé par l'Amérique de Bush, a eu, hélas, des complices en France, ceux-là même qui gardaient dans leur manche un improbable joker : Duvalier fils, hébergé et protégé par la République pendant vingt cinq ans puis retourné à l'envoyeur.

Rappelons quelques noms (la liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée au besoin). Dominique de Villepin, chantre des Békés de la Martinique, qui, malgré sa réputation de fier bonapartiste, attendait humblement les ordres de Colin Powell, tapi dans son bureau de ministre des Affaires étrangères (de style empire, bien entendu). Michèle Alliot-Marie, qui prêta forcément son concours à l'opération, en sa qualité de ministre de la Défense, notamment en pilotant avec Bongo l'opération peu glorieuse consistant à recevoir Jean-Bertrand Aristide en Centrafrique, où stationnaient des troupes françaises. Pour la CIA, Bangui était considéré comme une « *prison française* ». Mais Alliot-Marie, décidément bien mal renseignée, n'avait pas prévu que, dans cette « prison française », il était également au programme de faire assassiner Aristide, ce qui a bien failli arriver. Naturellement, la « *grande muette* » aurait porté le chapeau. Thierry Burkard, aujourd'hui retraité en province et occupé à écrire des romans policiers, qui n'obtint ses épaulettes d'ambassadeur, depuis longtemps par lui convoitées, qu'à charge d'organiser la déstabilisation d'Haïti, avec le soutien d'Eric Bosc, « *diplomate* » chargé, à l'ambassade de France à Port-au-Prince, d'intoxiquer la presse en inepties, parfois racistes, sur Aristide et depuis expulsé du Togo pour ingérence.

Le plus étrange, c'est qu'il se soit trouvé des journalistes, et pas des moindres, pour recopier les « tuyaux » de Bosc. Régis Debray, le moustachu que Guevarra accusa, peu avant sa mort tragique, d'avoir été « *trop bavard* » [2]. En 2004, ce courageux auteur français, dressé sur ses ergots, plastronnait, en *battle dress*, entouré de gendarmes armés jusqu'aux dents, à la tête d'une commission, et aux côtés d'une bien romanesque jeune femme, présidente d'une mystérieuse association, « Fraternité universelle », une jeune femme qui se faisait appeler Albanel, du nom de son mari, général, mais qui n'était autre que Véronique de Villepin, la propre sœur du ministre. Elle s'occuperait aujourd'hui de l'aumônerie de Sciences Po, et, bien sûr, de sa mystérieuse association, toujours très présente, paraît-il, dans les zones agitées de la planète. Régis Debray — ce qui n'étonnera personne — et Véronique de Villepin — ce qui est plus étrange pour une dame patronnesse — n'hésitèrent pas à aller menacer de mort Jean-Bertrand Aristide, au cas où il ne démissionnerait pas, utilisant textuellement l'expression « *Auriez-vous une vocation de martyr ?* » ce qui est formellement attesté, non seulement par le témoignage de Jean-Bertrand Aristide lui-même, mais également par un télégramme diplomatique rédigé par l'ambassadeur Burkard, pour se couvrir. Régis Debray, qui a toujours nié avoir été accompagné ce jour-là par Véronique Albanel, ne prouve qu'une chose, c'est qu'il est non seulement bavard, mais galant, pour ne pas dire menteur. Le guérillero galant et la Mata-Hari des bénitiers n'étaient pas seuls.

Voici la liste des membres de leur commission, dont le but réel n'était pas de réfléchir sur l'avenir des relations franco-haïtiennes, mais de renverser ce petit nègre effronté qui avait osé rappeler à la France qu'elle avait une dette de 21 milliards de dollars à l'égard de son ancienne colonie, sans parler des réparations pour 150 années d'esclavage, suivies d'un début de génocide. Marcel Dorigny, professeur à Paris VIII — pour la caution historique et communiste — Yvon Chotard, ex adjoint au maire de Nantes depuis rallié à l'UMP — pour la caution socialiste — le dominicain Serge Danroc — pour bénir l'opération — Serge Robert, président de la banque des Antilles françaises, l'indispensable financier, proche évidemment

des Békés, sans oublier Jacky Dahomay, l'oncle Tom de cette fine équipe, le protégé de la conseillère Blandine Kriegel, ex-prof de philo mao au lycée Buffon, devenue avec l'âge grande prêtresse de la chiraquie. Plus insignifiants : Myriam Cottias, Florence Alexis, Gérard Barthélémy, François Blancpain. Ajoutons l'ambassadeur Philippe Selz et François Marchand, du quai d'Orsay, qui, eux, exécutaient les ordres sans états d'âmes et avaient au moins le mérite d'être des professionnels.

J'allais oublier Christophe Wargny, qui a fait sa carrière à la faveur de ses reniements. L'auteur de *Haïti n'existe pas* (tout un programme !) ne faisait pas partie de la commission, mais il s'est toujours montré prêt à accourir devant les micros, et zélé, quand on le sifflait, pour venir mordre la main qui l'avait nourri. Et aussi Charles Najman, journaliste autoproclamé « cinéaste » et spécialiste d'Haïti qui, en toute objectivité, a réalisé *Le temps des chimères*, du nom méprisant donné aux partisans d'Aristide.

C'est dans ce vivier de macoutes français qu'on choisira probablement ceux qui, au pays des droits de l'homme, auront le droit de parler d'Aristide ces jours prochains et seront présentés par la presse aux ordres comme des spécialistes incontournables de la négritude. Comme d'habitude, sans la moindre preuve, ils accuseront Aristide d'avoir été un dictateur, un trafiquant de drogue et de s'en être mis plein les poches. Ils s'apitoieront sur la « malédiction » qui frappe Haïti. Malédiction dont le retour du président ne sera pour eux, évidemment, après le tremblement de terre et le choléra, qu'un nouvel épisode. Ils demanderont une fois de plus la mise sous tutelle de l' « homme blanc » de cette « pupille de l'humanité ».

Pour tous ces gens, le retour d'Aristide, c'est certain, n'est pas une bonne nouvelle. On serait tenté d'en sourire si la répression qui s'est abattue sur Haïti après l'enlèvement de Jean-Bertrand Aristide n'avait fait plus de dix mille morts. On lit aujourd'hui qu'Aristide serait encore « très populaire » auprès des Haïtiens les plus pauvres. C'est vrai que ceux-là ne votent pas et qu'une certaine France aimerait bien, comme en 1802 (après avoir adopté les orphelins...) les jeter aux chiens. Mais ils constituent quand même 99 % de la population.

Claude Ribbe

Écrivain et philosophe. Dernier ouvrage paru : *Mémoires du chevalier de Saint-George* (Editions Alphée, 2010) et préface de *Haïti, l'insupportable souffrance* de Randall Robinson (Editions Alphée, 2010)

#### Notes.

[1] Voir : « La CIA déstabilise Haïti », « Coup d'État en Haïti » et « Paris relâche le président haïtien », par Thierry Meyssan ; « Jean-Bertrand Aristide, un an après », par Claude Ribbe ; « Haïti : ce que ne montrent pas les grands médias », par Ernesto Carmona, *Réseau Voltaire*, 14 janvier, 1 et 16 mars 2004, 22 février 2005, 7 mars 2005.

[2] « Régis Debray en Bolivie et en Haïti », par Claude Ribbe, *Réseau Voltaire*, 11 février 2010.